

PROJET D'ASSISTANCE ELECTORALE EN TUNISIE (PAETII)

Termes de Références

Recrutement d'un.e consultant.e national.e

Juriste pour participer à l'étude sur la participation politique des personnes ayant des déficiences intellectuelles et/ou psychosociales en Tunisie

Mai 2022

1. Information sur les deux postes de consultant individuel

Titre	Consultant.e national.e juriste
Contrat	IC national
Location	Tunis,
Période	15 jours de travail de Mai 2022 à Septembre 2022
Langue requise	Arabe et français
Date début	Mai 2022
Date fin	31 septembre2022

2. Contexte

La participation politique de tou.te.s les citoyen.ne.s est un principe démocratique fondamental, garanti notamment par le Pacte international relative aux droits civils et politiques ratifié par la Tunisie en 1969. Toutefois, les personnes ayant des déficiences intellectuelles et/ou psychosociales continuent souvent à être, dans plusieurs pays, exclues des processus électoraux. Elles se retrouvent privées de leur droit de vote, de leur droit de se porter candidat.e et toutes autres formes de participation aux élections, y inclus l'observation des processus électoraux. Bien souvent, ce sont les lois en vigueur qui ne leur reconnaissent pas ces droits. Les mécanismes, les procédures et les modalités de participation aux élections constituent également des entraves importantes quant à la pleine participation des personnes ayant des déficiences intellectuelles et/ou psychosociales, de même que les attitudes et les norms sociales discriminatoires établies.

Dans le cadre du Projet d'assistance électorale en Tunisie (PAETII) du PNUD, qui vise à renforcer les institutions démocratiques, à sensibiliser et à faire connaître au public les politiques et pratiques démocratiques et à promouvoir la participation civique et l'égalité des droits des citoyen.ne.s, la réalisation d'une étude sur la participation politique des personnes ayant des déficiences intellectuelles et/ou psychosociales est programmée.

3. Objectifs de l'étude

L'étude sur la participation politique des personnes ayant des déficiences intellectuelles et/ou psychosociales est une étude qualitative qui vise à établir un état des lieux des opportunités ainsi que des obstacles à leur pleine participation à la vie politique en Tunisie, aussi bien en tant qu'électeurs.trices, candidat.e.s, observateurs.trices ou toute autre position en lien avec les processus électoraux. Ce faisant, l'étude offrira des informations de base sur le statut du sujet et permettra d'identifier les mécanismes et les mesures à mettre en place, et proposer un plan d'action interdisciplinaire afin de permettre la participation égale des personnes ayant des déficiences intellectuelles et/ou psychosociales à la vie politique et leur inclusion dans les processus électoraux.



4. Résultats attendus de l'étude

Les résultats attendus de l'étude sur la participation politique des personnes ayant des déficiences intellectuelles et/ou psychosociales en Tunisie sont comme suit :

- Un état des lieux du niveau de participation politique des personnes ayant des déficiences intellectuelles et/ou psychosociales en Tunisie est dressé ;
- L'inclusivité des processus électoraux en matière de parcours pour les personnes <u>ayant des déficiences</u> <u>intellectuelles et/ou psychosociales</u> en Tunisie est analysée;
- Les opportunités favorisant une pleine participation des personnes ayant des déficiences intellectuelles et/ou psychosociales aux processus électoraux sont identifiées ;
- Les obstacles entravant la pleine participation politique des personnes ayant des déficiences intellectuelles et/ou psychosociales sont identifiés et analysés ;
- Des mesures correctrices visant le renforcement de l'inclusivité des processus électoraux vis-à-vis des personnes ayant des déficiences intellectuelles et/ou psychosociales sont proposées.

5. Tâches et responsabilités

Une équipe de trois consultant.e.s nationaux.ales sera recrutée pour la réalisation de l'étude sur la participation politique des personnes ayant des déficiences intellectuelles et/ou psychosociales en Tunisie. Les responsabilités dévolues à le. La. consultant.e juriste :

- Elaborer une note de cadrage de l'étude présentant les concepts en lien avec les droits politiques et les processus électoraux, se rapportant à l'objet de l'étude.
- Elaborer une note d'analyse présentant un état des lieux détaillé du cadre juridique, réglementaire et institutionnel régissant la participation politique des personnes ayant des déficiences intellectuelles et/ou psychosociales en Tunisie et mettant en exergue les opportunités et les obstacles à une pleine participation de ces personnes par rapport aux normes internationales des Nations Unies relatives aux droits politiques et civiques, en particulier celles relatives aux personnes handicapées. Le contenu de cette note alimentera, par la suite, l'élaboration du rapport de l'étude.
- Contribuer à l'élaboration du rapport de l'étude, en particulier la partie introductive portant sur les concepts en lien avec la participation politique et les processus électoraux, l'état des lieux se rapportant au cadre juridique, réglementaire et institutionnel régissant la participation politique des personnes ayant des déficiences intellectuelles et/ou psychosociales en Tunisie, l'analyse des données recueillies par le biais des entretiens individuels et la formulation de recommandations en faveur d'une plus grande inclusivité des processus électoraux vis-à-vis des personnes ayant des déficiences intellectuelles et/ou psychosociales.
- Participer à des réunions de suivi de la mise en oeuvre de l'étude, avec l'équipe du PNUD.
- ❖ Participer à l'atelier de restitution des résultats de l'étude.

6. Planning des paiements

Livrables		% de paiement
1 ^{er} paiement : 1 Elaborer une note de cadrage	5	30%
2 Elaborer une note d'analyse		
2 ^{ème} paiement : Elaborer le rapport de l'étude validé par le projet	6	50%
3ème paiement : 1.planification et animation d'ateliers avec le coordinateur de l'étude 2.Contribution à la version finale de l'étude intégrant les commentaires recueillis durant l'atelier et auprès du PNUD.		20%

7. Profil de consultant.e

Les candidat.e.s pour le poste de consultant.e juristedoivent remplir les conditions suivantes :

- Etudes supérieures (Bac+5 au minimum) en droit, en sciences juridiques ou tout autre domaine connexe :
- Connaissance des processus électoraux en Tunisie (5 expériences au minimum) ;
- Expérience dans la réalisation d'études, de travaux de recherche et/ou d'analyse en lien avec la participation politique (3 travaux au minimum) ;
- Une expérience dans le travail avec des populations vulnérables serait un atout ;
- Excellente maîtrise du français, à l'oral et à l'écrit.

8. Soumission et évaluation des candidatures

Les candidat.e.s intéressé.e.s devront soumettre leur dossier de candidature au plus tard le 30 mai 2022 Les dossiers de candidature devront renfermer les pièces suivantes :

- Un CV actualisé du candidat.e, mettant en valeur les expériences similaires dont il.elle dispose ;
- Une note méthodologique présentant la compréhension des présents termes de référence et la méthodologie recommandée de mise en œuvre de l'étude, ainsi qu'un chronogramme de mise en œuvre,
- Au moins deux publications en langue française rédigées par le.la candidat.e,
- Une offre financière détaillée, précisant les honoraires
- Les déplacements dans les régions qui seront prévu après le lancement de l'étude seront pris en charge par le projet



Les candidat.e.s intéressé(e)s doivent obligatoirement soumettre les documents listés plus haut, démontrant leurs qualifications.

Le processus d'évaluation et de sélection comporte 2 étapes :

- **Evaluation technique** selon les compétences requises sur la base du CV, de la note méthodologique et des documents de référence ;
- **Evaluation financière** se basant sur l'offre financière fournie par le.la candidat(e) : 30% de la note globale. Seules les candidatures ayant été retenues lors de l'évaluation technique verront leurs offres financières examinées.

Les candidatures reçues seront évaluées par un panel de sélection, sur la base des grilles d'évaluation ci-dessous :

	Max / 100 pts	
1	Education:	10 pts
	- Master ou équivalent en droit, sciences juridiques ou un domaine	40
	connexe	10 pts
_	- Doctorat dans l'un des domaines sus-cités10 pts	
2	Expérience(s) professionnelle(s) pertinente :	60 pts
	- 5 expériences de travail en rapport avec les processus électoraux en Tunisie	25 pts
	- 3 expériences dans la réalisation d'études, de travaux de recherche et/ou d'analyse en lien avec la participation politique	20 pts
	- Expérience dans le travail avec des populations vulnérables	5 pts
	- Au moins deux publications en langue française rédigées par le.la candidat.e	5 pts
3	Note de compréhension de la mission :	30 pts
	- Maîtrise de la langue française	30 pts
	TOTAL MAX	100 pts